

## *De la violence et de sa signification*

### *Les études de Barricades, 2012*

*Bruno Frère*

De plus en plus de manifestations sont débordées par des excès de violence, lorsqu'elle n'en constitue pas la dynamique première comme ce fut dernièrement le cas à Londres ou, il y a six ans, à Paris. La question de la violence est une question piège qui très souvent conduit la personne qui se prononce à son sujet à être rejetée soit du côté des conservateurs les plus aveugles soit du côté des dangereux terroristes dont le but est de détruire les démocraties et les institutions qu'elles ont mis du temps à élaborer. Il me semble pourtant aujourd'hui important d'interroger sérieusement ce qui, de la sorte, s'avère constituer de plus en plus un phénomène social à part entière et de moins en moins un épiphénomène des manifestations traditionnelles.

Il ne s'agit pas de légitimer mais d'essayer de comprendre pourquoi le monde que nous construisons ensemble en arrive à secréter ces violences. S'en tenir aux responsabilités des personnes pour ensuite condamner et punir des individus isolés revient à refuser de voir que nous sommes tous responsables de la violence qui advient. Il ne faut jamais oublier que la catégorie des « délinquants » (comme on aime les appeler) c'est une partie du corps de notre société. Cette violence, nous en sommes responsables car, en démocratie, nous sommes tous responsables les uns des autres. La violence émane de nous mêmes, même si elle s'incarne dans les banlieues dont nous sommes protégés. Continuer à enfermer aveuglément les auteurs de trouble sans réflexion profonde sur ce que nous sommes en train d'échafauder comme société sécuritaire est inquiétant. Jamais personne ne guérit par la prison, laquelle non seulement ne rend pas le monde moins dangereux mais décuple en plus le potentiel violent de tout qui y fait un séjour plus ou moins prolongé, comme le montrait déjà Michel Foucault (1975) et comme l'a encore prouvé brillamment Loïc Wacquant il y a moins longtemps (2004). Plus nous enfermons sans réfléchir, plus il y a des délits et des personnes à enfermer. Les chiffres relatifs à l'inflation des prisons américaines de la plupart des états du sud le prouvent (pp. 119-166)<sup>1</sup>.

En amont de la prison, reprendre la réflexion sur le phénomène de la violence peut donc sembler nécessaire. Que signifie-t-il ? Que dit-il sur nos sociétés et sur les humains qui les composent ? peut-on prendre le temps de poser ces questions sans d'emblée cadenasser le débat autour des mesures de répressions ad-hoc pour la faire taire ? Ce temps, en effet, de nombreux commentateurs ne le prennent pas, souvent pressés qu'ils sont d'en découdre avec « les voyous » et de brosser ce que l'on croit être l'opinion publique dans le sens du poil.

Parmi eux, on se souviendra de Finkielkraut qui estimait lors des émeutes françaises qu'il fallait punir sévèrement tous les auteurs de trouble qui essayaient

---

<sup>1</sup>. Dans l'absolu, il se peut que nous aboutissions un jour ou l'autre à une situation où une moitié de la population se retrouve enfermée pour en protéger l'autre moitié. Un peu comme des quartiers de villes et des continents sont en train de se fermer à leurs extériorités immédiates « dangereuses », les banlieues latino-américaines ou l'Afrique, comme l'a très bien montré Castells (1999).

d'instaurer des zones de non-droit en plein cœur de la République<sup>2</sup>. Suite aux émeutes de Londres durant l'été 2011, Peter Osborne, l'un des éditorialistes britanniques les plus influents, imputait quant à lui le désordre dans la capitale anglaise (lequel s'est étendu, comme en France, à divers quartiers pauvres d'autres grandes villes du pays) à la « décadence morale » de sa nation et à « une perte de valeurs » dans le chef des parents des « délinquants-casseurs », perte qui irait de paire avec la déresponsabilisation croissante desdits parents<sup>3</sup>.

Ces réactions conservatrices furent à l'exacte inverse de celle que l'on est en droit d'attendre « d'intellectuels » et qui plus est d'intellectuels qui se veulent « publics », au sens que Burawow a donné à ce terme (1999). A l'opposé des intellectuels technocrates qui, sous couvert de science économique ou sociologique, se font conseillers du prince pour décréter ce qu'il en est de la réalité<sup>4</sup> et des nécessaires adaptations qu'il nous faut subir à son égard (allongement du temps de travail, réduction des prestations sociales, austérité et rigueur), l'intellectuel public est sensé se jeter dans l'arène pour aider les personnes à mettre en forme leurs propres jugements sur la vie sociale et politique. Contrairement à la pensée critique classique (comme celle de Bourdieu) qui imposait d'en haut une déconstruction – certes patiente – des catégories d'analyses les plus immédiates du « sens commun », l'intellectuel public élabore une critique en s'appuyant sur les représentations des personnes pour en extraire ce qu'elles ont de plus pertinent dès-lors qu'elles se mâtinent du recul historique et social qu'il se suggère, lui, d'apporter.

Mais c'est là un travail autrement patient qui consiste, pour ainsi dire, à s'immerger dans la viscosité des vécus et des quotidiens des personnes ordinaires plutôt que de prétendre se faire le porte-parole – sans y plonger ni même y toucher – de leurs jugements les plus réactionnaires en les faisant passer pour universel. « Tout qui a un minimum de bon sens s'accordera à dire qu'il faut châtier durement le délinquant qui ne respecte pas les règles minimales du vivre ensemble » entend-on dans la bouche de tous ceux qui croient que, par exemple, la prison peut faire peur et servir « d'exemple ». D'ailleurs, croira-t-on constater au nom de ce même bon sens, ces « délinquants sont quand même majoritairement arabes ». Un tel appel au « bon sens » (qui souvent s'agrémentera d'une attaque contre « le politiquement correcte » destinée à renforcer la posture minoritaire et marginale que doit se donner tout intellectuel réactionnaire) a précisément pour but d'annihiler toute possibilité de mise en perspective sociologique et historique de la part des citoyens « ordinaires » puisque c'est à ce « bon sens » que l'on ramène alors leurs facultés critiques afin de faire mine qu'elles s'y réduisent réellement et qu'il est très bien qu'il en soit ainsi.

---

<sup>2</sup> . On relira l'édifiante interview qu'il donna au journal Haaretz : [http://questionscritiques.free.fr/edito/haaretz/finkielkraut\\_171105.htm](http://questionscritiques.free.fr/edito/haaretz/finkielkraut_171105.htm)

<sup>3</sup> . <http://blogs.telegraph.co.uk/news/peterosborne/100100708/the-moral-decay-of-our-society-is-as-bad-at-the-top-as-the-bottom/>

<sup>4</sup> . Je reprends la critique de *la nécessité de la réalité* telle qu'elle nous est imposée aujourd'hui par l'idéologie gestionnaire à Luc Boltanski (2009 et 2012). Les politiques d'austérité et de rigueur qui s'imposent à nous se présentent moins comme des choix politiques que comme des choix managériaux *nécessaires* auxquels nous n'avons pas le choix de nous adapter puisque les contraintes ne viennent pas de la classe politique (d'ailleurs la gauche est prise par cette idéologie au même titre que la droite) mais de la *réalité* de la crise *qui est ce qu'elle est* et face à laquelle il nous faut faire des efforts, tous autant que nous sommes. Sinon ce sera pire. Or, sous couvert d'une bonne gestion publique, en "bon père de famille" comme on entend dire, les nouvelles classes dominantes sont en train de faire passer en Europe les lois et les réformes les plus régressives depuis l'après-guerre.

Il devient alors aisé de s'appuyer sur cette représentation péremptoire et estropiée du « sens commun » pour empêcher que les éléments de jugements populaires susceptibles d'être reliés à une réflexion bien plus complexe sur les causes socio-historiques et politiques de la violence ne soient effectivement exhumés des vécus citoyens. Plutôt que de se jeter sur un fantasmé « bon sens commun » qui, tel un cran d'arrêt, permet de figer la réflexion au stade fœtal de la condamnation aveugle, on aurait apprécié que les intellectuels médiatiques saisissent ce que Rancière a voulu dire en parlant d'*intelligence collective* (1981, 2008) ou ce que Boltanski et Thévenot ont qualifié de *compétences critiques des personnes ordinaires*, allant jusqu'à comparer celles-ci aux raisonnements scientifiques (1991).

Travailler, avec les habitants des quartiers (auteurs, spectateurs ou victimes) qui connaissent la violence, à mettre en mots politiques le pathos pur qu'elle exprime est à mon sens la meilleure réponse à lui donner. Il s'agit de lui offrir en somme la forme d'un "logos", d'un discours construit de revendications en aidant ces habitants à réfléchir ce qu'ils vivent, ce qu'ils font. Ces revendications existent à l'état embryonnaire et elles sont l'œuvre de personnes aux compétences réflexives étonnantes. Mais en l'état, elles sont inaudibles. Et tout qui est surpris à vouloir tendre l'oreille se voit accusé de vouloir défendre l'indéfendable : la violence en tant que telle. Pourtant, persister à condamner celle-ci pour la renvoyer à la simple délinquance et donc à la prison, c'est certes punir les auteurs de troubles de l'ordre public mais c'est aussi et surtout s'assurer que cette violence ressurgira, plus forte encore et plus destructrice. Comment réfléchir la violence avec ceux qui la subisse, avec ceux qui la font, avec ceux qui, profs, éducateurs, travailleurs sociaux ont pour tâche de la canaliser, avec ceux qui devront la punir, puis tenter de réinsérer les punis ? Telle est la question que pourrait poser un intellectuel public en travaillant le matériau brut que représentent précisément les affects et les premières esquisses de réflexion des uns et des autres.

Telle est la question qui se trouve nécessairement oblitérée par une autre déclaration tonitruante sensée mettre tout le monde d'accord : « personne n'est au dessus des lois ». C'est vrai et il appartient d'ailleurs à la justice d'en juger. Et c'est, pour l'intellectuel médiatique à qui l'on ne manquera pas de demander son opinion, s'arroger le rôle de juge que de juger et condamner publiquement au lieu de s'en tenir à son rôle qui eut été « d'observer, d'analyser et de chercher à comprendre » avec les autres, avec le(s) peuple(s), dirait encore Rancière. Replacer de la sorte l'intellectuel (philosophe, sociologue, politologue, ...) à sa place lorsqu'il se confronte aux questions sociales en générale et à celle de la violence en particulier ce n'est en rien légitimer cette dernière. C'est plus simplement s'empêcher de flirter avec l'évidence d'un fait pour laisser à ceux qui sont en charge de juger ce fait le soin de se plonger dans les arcanes du dossier qui se construira autour de lui, le rendant par là même bien plus complexe que ce qu'en véhicule la presse : un « phénomène évident », simple et direct – dans ce qu'il a de moralement condamnable.

Plutôt que de maintenir la réflexion sur ces violences dans les carcans qu'impose l'indignation morale qu'elles suscitent, il semble possible de l'ouvrir sur le sens qu'elles charrient en fait – et qui voudrait s'exprimer depuis les quartiers - mais qui leur est dénié dès-lors que l'on entend clore le dossier en affirmant qu'elles sont gratuites, anomiques, aveugles, le fait en fin de compte de barbares sans fois ni lois comme peut le constater à nouveau tout qui dispose d'un minimum de « bon sens ». C'est cette ouverture qui est par exemple tentée par le très beau collectif consacré au sujet et coordonné par Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou : *Quand les banlieues brûlent* (La découverte). Pierre Bourdieu disait des émeutes à Strasbourg vers 1995 : « on peut

brûler des voitures mais il faut que ça ait du sens»<sup>5</sup>. Permettre à ceux qui sont responsables de tels délits et à ceux qui en souffrent de passer à la construction d'une parole articulée afin que ce qui s'exprime comme pur affect comme pure rébellion aveugle (subie par le voisin ou le proche), puisse se détourner de la violence pour prendre la forme d'une voix politique chargée de « sens » est précisément ce que cherche à faire ce petit ouvrage.

Loin des postes de télévisions, ses auteurs se sont faits « intellectuels publics » en se rendant dans les cités, en interviewant les émeutiers, leurs proches, les gens des quartiers. Ils ont tenté de mettre du sens sur leurs mots, allant parfois jusqu'à les aider à se faire auteurs d'articles publiés au même titre que les autres (voir par exemple Kherfi et Le goaziou, 2006, pp 87-97). Les provocations policières racistes, les contrôles agressifs et intempestifs, les vexations se donnent alors à voir au fil des pages. Et elles ne sont pas les seules raisons de la rage destructrice qui ont animé les jeunes des émeutes de Paris et de Londres bien souvent jusqu'alors inconnus des services de polices. A travers plusieurs entretiens avec les émeutiers, on voit aussi affleurer toutes les autres raisons de la colère : l'absence de travail ; la discrimination à l'embauche ; les associations qui voient leurs subventions supprimées, l'images de parents primo-arrivants qui, après avoir assuré pour la République les pires boulots dont les citoyens de souche ne voulaient pas, survivent à peine de leurs retraites ; l'échec scolaire (une mère marocaine raconte comment ses enfants, pourtant brillants, sont remis à leurs justes places par leurs professeurs pour qu'ils ne tentent pas la fac) ; etc. Les paroles des habitants rassemblées, analysées et mises en forme par Eric Merlière (pp. 72-86) sont à ce titre très émouvantes et éclairent accessoirement ce paradoxe étrange : comment se fait-il qu'une grande partie des personnes qui ont vécu de plein fouet ces violences urbaines dans leurs quartiers sans y participer (en voyant parfois leurs voitures ou les écoles de leurs enfants brûler) disent « comprendre » les émeutiers ? Simplement parce qu'ils partagent leurs conditions. Lucides, ils savent que leur génération à eux, a tenté sincèrement le jeu de l'intégration pour finir ghettoisée dans des cités insalubres. Aujourd'hui, ils estiment avoir d'une manière ou d'une autre été maintenu dans une sous-citoyenneté qui ne permettra pas davantage à l'avenir l'émancipation du moindre jeune habitant des centaines de cités similaires aux leurs.

Car en fin de compte, d'où provenaient les "pilleurs londoniens" ou les "casseurs" de Clichy-sous-Bois ? Pas de Fulham ou de Neuilly. Nous assistons au retour d'une classe de précaires qui s'ignore encore en tant que classe et qui n'a plus rien à voir avec la classe ouvrière (Leblanc, 2007). Ces précaires là jonglent entre le chômage, les petits boulots au black, les CDD ou les activités plus ou moins mafieuses. Et parfois, la violence aveugle. On peut déplorer le manque de teneur politique des discours des ces « casseurs », discours le plus souvent en réalité carrément inexistant. On se contente de briser ça et là quelques vitrines de commerces ou de banques, et c'est à peine si le geste est justifié, par exemple, par une critique de la propriété privée. Borné par le jugement moral et le « bon sens », on n'a en effet pas compris pourquoi ces jeunes détruisaient leur environnement direct plutôt que de s'en prendre à des quartiers « bourgeois » comme ceux du 16<sup>e</sup> arrondissement à Paris. Un tel déplacement aurait eu un sens : une classe opprimée s'en serait pris à une classe bourgeoise. Mais, à cet égard, se rappeler un peu d'histoire n'est jamais inutile. Il ne faut pas oublier qu'au 19<sup>e</sup> Siècle toutes les émeutes violentes de la part de ce que l'on appelait alors les prolétaires naissaient dans leurs propres quartiers et ils détruisaient surtout avant tout leurs propres outils de

---

<sup>5</sup> . Dans le film que Pierre Carle lui a dédié *La sociologie est un sport de combat*

travail sans porter de façon déclarée de revendication politique. De même, le paupérisme s'exprimait par d'autres fléaux. L'alcoolisme minait cette classe de la population, ce qui revient au bout du compte à une forme de violence exercée sur soi-même ou sur ses proches (femmes et enfants) un peu comparable à celle qui a enflammé les banlieues parisiennes. La violence issue des classes paupérisées d'une population est toujours d'abord une forme d'auto-violence (Frère, 2009).

D'aucun condamneront plus volontiers aujourd'hui la publicité ou la culture de masse poussant les plus démunis à se procurer tout de suite par le pillage ou le vol l'ensemble des biens de consommation (téléphones portables, écrans plats, etc) qu'ils peineraient à acquérir par le travail. C'est alors, derechef, à la morale qu'on en appelle : « les jeunes ont perdu le sens de la valeur du travail », ils « profitent d'un système » bien trop généreux, comme les étrangers, les uns et les autres se mêlant dans une informe « racaille ». C'est vrai, et le système dont il en retourne est à ce point généreux que la plupart savent qu'ils devraient y cumuler deux ou trois emplois précaires pour pouvoir s'offrir le minimum vital. Alors à quoi bon<sup>6</sup> ?

On ne peut s'empêcher de penser à Alexandre Jacob, cet anarchiste cambrioleur de la fin du 19<sup>e</sup> Siècle qui, prenant Proudhon au mot (« la propriété c'est le vol »), déclarait devant ses juges :

*« Vous appelez un homme « voleur et bandit », vous appliquez contre lui les rigueurs de la loi sans vous demander s'il pouvait être autre chose. A-t-on jamais vu un rentier se faire cambrioleur ? J'avoue ne pas en connaître. Mais moi qui ne suis ni rentier ni propriétaire, qui ne suis qu'un homme ne possédant que ses bras et son cerveau pour assurer sa conservation, il m'a fallu une autre conduite. La société ne m'accordait que trois moyens d'existence : le travail, la mendicité, le vol. Le travail, loin de me répugner, me plaît, l'homme ne peut pas se passer de travailler ; ses muscles, son cerveau possèdent une somme d'énergie à dépenser. Ce qui m'a répugné, c'est de suer sang et eau pour l'aumône d'un salaire, c'est de créer des richesses dont j'aurais été frustré. En un mot, il m'a répugné de me livrer à la prostitution du travail. La mendicité c'est l'avilissement, la négation de toute dignité. Tout homme a droit au banquet de la vie. Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend. Le vol c'est la restitution, la reprise de possession. Plutôt que d'être cloîtré dans une usine, comme dans un bagne, plutôt que de mendier ce à quoi j'avais droit, j'ai préféré m'insurger et combattre pied à pied mes ennemis en faisant la guerre aux riches, en attaquant leurs biens. Certes je conçois que vous auriez préféré que je me soumette à vos lois ; qu'ouvrier docile et avachi j'eusse créé des richesses, en échange d'un salaire dérisoire et, lorsque le corps usé et le cerveau abêti, je m'en fusse crever au coin d'une rue. Alors vous ne m'appelleriez pas « bandit cynique » mais « honnête ouvrier » (2004, p. 59)*

Naturellement, depuis Jacob, un siècle s'est écoulé. Les luttes sociales, combinées à un authentique libéralisme (à savoir plus culturel et politique qu'économique) ont abouti à assurer quelques acquis : les retraites, l'assurance santé universelle, le droit du travail, les salaires décents. Le prolétaire d'hier ne bénéficiait même pas du filet de protection minimal grâce auquel la seconde partie du 20<sup>e</sup> Siècle a vu apparaître ce que l'on a longtemps qualifié de classe « moyenne ». Celle là même qui, depuis vingt ans, s'effrite considérablement par le bas en voyant ces mêmes acquis remis en question (Chauvel, 2007). C'est principalement elle qui est venue grossir les rangs des *Indignés*,

---

<sup>6</sup> . C'est d'ailleurs ce que livre en substance un gardien de société habitant de Clichy : «les jeunes il ont compris et eux ils veulent tout ! Ils ont grandi avec la télé. Travailler pour cinq mille balles ? Il préfèrent tout brûler que de travailler pour rien (Merllière, 2006, p 85).

jusqu'à présent pacifiques et non violents<sup>7</sup>. Cette classe sent que la frontière qui les sépare de la nouvelle classe de précaires composée pour partie des émeutiers est plus mince que jamais. Un jour, elle se rompra. Dès lors se pose identiquement la question de savoir quel type de discours politique pourrait surgir au croisement de ces manifestations d'Indignés. Au delà de la contestation : quelles propositions ?

Jacob, l'autodidacte, traduisait certainement le sentiment de bien des « bandits » de l'époque, passablement illettrés et plus faiblement engagés politiquement que lui, qui était de tous les groupes socialistes libertaires et qui maniait la plume de façon redoutable pour divers journaux. Il voulait être, d'une certaine manière, « intellectuel public ». Aujourd'hui, On aimerait voir se démultiplier cette figure publique qui puisse aider les uns à traiter des raisons de leurs destructions et les autres à homogénéiser les raisons qui les ont conduit à l'indignation.

On aimerait voir se démultiplier les tentatives telle que celle qui fut portée par Mucchielli et Le Goaziou. Il est amusant à ce titre de constater que dans la réflexions conjointe initiées avec ces sociologues et leurs collègues, certains jeunes émeutiers (ou apparentés) se rapprochent curieusement de Jacob qui à l'époque s'interdisait de cambrioler les maisons des professions qu'il jugeait utiles (architectes, médecins, artistes, ...<sup>8</sup>). Pour eux, il ne s'agit plus de détruire n'importe quoi. L'un avance « De toute façon si un jour ça pète ici, j'irai brûler des voitures mais pas n'importe lesquelles ! Y'a des racistes ici »<sup>9</sup>. Un autre poursuit « un jour, si je dois brûler quelque chose c'est la marie ou le commissariat, pas la voiture de mon voisin »<sup>10</sup>. Et un troisième de conclure : « nous on est les sous-prolétaires comme on dit chez les sociologues. Ensuite il y a les classes populaires devenues elles-mêmes inutiles qui jouent au loto, qui boivent leur apéro et qui votent Le pen. Puis il y a les classes moyennes qui font tourner le pays (...). Après, l'élite (...) nous maintient dans la pauvreté, l'obscurité et l'ignorance grâce à la consommation »<sup>11</sup>.

Ces mots ne sont pas gratuits, la haine se fait moins aveugle. Ces « jeunes » savent où sont ceux qui les ont habitués à être leurs ennemis. Comme pour Jacob, tout ce qui n'est pas assimilable à notre groupe social n'est pas pour autant nuisible et il ne faut pas s'en prendre à tous indifféremment. On le voit, la parole politique se cherche. Mais les partis ne sont pas là. Le Goaziou montre d'ailleurs que la gauche et l'extrême gauche, à l'exception des Verts, n'est sortie de son silence concernant les émeutes que pour expliquer que la droite n'était pas capable de mener une vraie politique sécuritaire efficace (2006, p. 31-52). Et s'il existe bien de réels intellectuels publics pour essayer de faire dire autre chose à ces émeutes, il reste qu'ils ne parviendront pas seuls à rendre toute leur intelligibilité aux esquisses de réflexivités populaires évoquées. Il en va d'ailleurs de même pour le langage *indigné*. Si des partis, des syndicats ou des associations puissantes ne parviennent pas à le mettre en forme, il y a fort à parier que même les indignés, jusqu'ici très tempérés, passent à la violence... dans 10 ans ? dans 20 ans ? moins ?

---

7. N'est-il pas singulier à ce titre de relever au passage la brutalité de la police venue évacuer ces indignés de la Plaza Catalunya (d'où était parti le mouvement) ou de Wall Street ?

8. L'anecdote veut d'ailleurs qu'en cambriolant la demeure d'un capitaine de frégate, il réalise qu'il se trouve en fait dans la maison d'un autre marin, écrivain de surcroît (Pierre Lotti) et lui laisse un mot : "Ayant pénétré chez vous par erreur, je ne saurais rien prendre de quiconque vit de sa plume. PS : ci-joint dix francs pour les dégats occasionnés au carreau et au volet" (voir A. Sergent, 2005).

9. Sans emploi, 25 ans, petit trafiquant, issu d'une famille en provenance du Maroc.

10. Sans emploi, 20 ans, petit trafiquant de Cannabis, originaire d'une famille en provenance d'Algérie.

11. Employé occasionnel 30 ans, ancien étudiant en philo, issu d'une famille originaire d'Algérie.

Au 19e S, les mots de Marx, Proudhon ou Leroux –plus encore que ceux de Jacob -, créés pour parler des révoltes depuis leur propre contingence intérieure, puis articulés et contextualisés par des délégués ouvriers, ont conduit en Europe occidentale à canaliser les violences prolétaires vers des dispositifs de représentations et d'expression publique (syndicats, associations, etc). Les acquis qu'ils ont d'ailleurs permis d'engranger ont déjà été évoqués. Peut-on espérer aujourd'hui que de tels dispositifs puissent encore être élaborés ? Ils le sont assurément par un ensemble d'associations militantes qui défendent les droits des « sans » (sans papiers, sans logis, sans travail...). C'est aujourd'hui à leurs paroles qu'il faut ménager l'entrée sur l'espace public. Non pas pour leur sommer de jouer les roues de secours d'une société qui « exclut » en même temps qu'elle « sécurise » mais pour qu'elles nous aident à saisir le sens des violences dont ces « sans » (sans travail, sans papiers, sans foi ni lois) peuvent parfois se rendre coupables. A défaut, quelque chose me dit qu'il nous faudra bientôt financer la construction de nombreuses autres prisons et réfléchir à l'esthétique des grilles et digicodes qui orneront nos maisons.

## Bibliographie,

- **Boltanski Luc, Thévenot Laurent**, 1991, *De la justification*, Paris, Gallimard.
- **Boltanski Luc**, 2009, *De la critique, précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
- **Boltanski Luc**, 2012, « Situation de la critique » à paraître dans Frère Bruno, dir., *Quel présent pour la critique sociale*, Paris, Desclée de Brouwer.
- **Burawoy Michael**, 2009, « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 1/2009 (n° 176-177), p. 121-144.
- **Castells Manuel**, 1999, *Fin de millénaire. La société de l'information, vol. 3*, Paris, Fayard.
- **Chauvel Louis**, 2006, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil.
- **Foucault Michel**, 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- **Frère Bruno**, 2009, « Une nouvelle voie pour le matérialisme politique. Remarques sur l'anthropologie négative de Marx et l'anthropologie positive de Proudhon » dans *Que faire, que penser de Marx aujourd'hui ? La revue du MAUSS*, n°34, MAUSS-La découverte, pp. 231-247.
- **Jacob Alexandre**, 2004, *Ecrits*, vol.1, Paris, L'insomniaque.
- **Kherfi Yazid, Le Goaziou Véronique**, 2006, « Les émeutiers entre violence et résignation », dans Mucchielli Laurent, Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent...*, Paris, La découverte, pp. 87-97.
- **Le Goaziou Véronique**, 2006, « La classe politique française et les émeutes : une victoire de plus pour l'extrême droite », dans Mucchielli Laurent, Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent...*, Paris, La découverte, pp.31-52.
- **Marlière Eric**, 2006, « Les habitants des quartiers : adversaires ou solidaires des émeutiers ? », dans Mucchielli Laurent, Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent...*, Paris, La découverte, pp. 72-86.
- **Mucchielli Laurent**, 2006, « Les émeutes de novembre 200 : les raisons de la colère », dans Mucchielli Laurent, Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent...*, Paris, La découverte, pp. 5-30.

- **Rancière Jacques**, 1981, *La nuit des prolétaires*, Paris, Pluriel.
- **Rancière Jacques**, 2008, *Le spectateur émancipé*, Paris, La fabrique.
- **Sergent Alain**, 2005, *Un Anarchiste de la Belle Époque : Alexandre Marius Jacob*, Lyon, Les Éditions libertaires (1ere éd : Paris, Le Seuil, 1950).
- **Wacquant Loïc**, 2004, *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Paris, Agone.